



Hebdomadaire depuis 1936

2025
Semaine

L'Éveil

30

Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste
Pour nous joindre: 06 44 74 40 87 Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr

Gaza : deux ONG israéliennes dénoncent un « génocide » dans l'enclave palestinienne, action contre la famine.

C'est un pavé dans la mare qu'ont lancé lundi 28 juillet deux ONG de défense des droits de l'homme en Israël. Alors que les Gazaouis sont affamés par des mois de blocus israélien et que le bilan humain approche les 60 000 morts, deux organisations de défense des droits humains israéliennes, B'Tselem et Médecins pour les droits de l'homme, accusent leur pays de génocide à Gaza. Une première du genre pour des organisations israéliennes.

« Rien ne vous prépare à réaliser que vous faites partie d'une société qui commet un génocide. C'est un moment profondément douloureux pour nous », confiait lundi 28 juillet Yuli Novak, directrice exécutive de l'organisation B'Tselem, qui publie cette conclusion sans équivoque : Israël « mène une action coordonnée visant à détruire intentionnellement la société palestinienne dans la bande de Gaza ». Un constat partagé en même temps par l'ONG Médecins pour les droits de l'homme-Israël, qui a étudié en détail le démantèlement des systèmes de santé, l'accès à l'eau, la nourriture et l'électricité à Gaza.

Pour Guy Shalev, son directeur, Israël a commis trois des cinq actes définis comme génocidaires par l'article II de la Convention de 1948 sur le génocide. « C'est l'article qui traite des destructions des conditions de vie, de telle façon qu'elles ne permettent pas la survie du groupe. Il n'y a plus de dialyse, plus de traitements oncologiques, plus de traitement du diabète. C'est une atteinte systématique, durable, aux infrastructures d'hygiène et de santé publique. Comment les gens sont-ils censés pouvoir survivre sans soins, sans infrastructures minimales ? », demande le médecin.

La population israélienne est-elle disposée à entendre cela ? Menahem Klein constate avec amertume que le discours de l'armée est le seul vraiment audible, surtout via la télévision, très suivie en Israël. « Il n'y a pas de débat. Il y aurait plutôt un déni. Ce qui domine le discours, c'est la réponse de l'establishment, le gouvernement et l'armée qui disent : "Qu'est-ce que c'est que cette histoire, il n'y a pas de famine à Gaza". Ce déni de réalité, c'est le premier ressort », appuie le politiste.

Porter un discours aussi peu audible dans leur pays est un combat, disent ces ONG. Mais, rappellent-elles, la pression de la communauté internationale, si elle était engagée contre le gouvernement israélien, serait leur meilleure alliée dans cette bataille.

Alors que les cris d'alarme se multiplient dans le monde entier face à la progression dramatique de la famine dans la bande de Gaza, un responsable israélien a annoncé que les largages d'aide humanitaire devraient reprendre dans les prochains jours. Les ONG appellent à une aide humanitaire terrestre massive pour répondre à l'urgence alimentaire.

Une décision accueillie avec scepticisme, voire consternation, par les ONG comme Médecins Sans



Frontières (MSF), qui dénonce une méthode non seulement inefficace, mais aussi potentiellement mortelle pour les civils palestiniens.

"Il est pour nous aberrant que ce soit via les airs que l'on puisse distribuer de la nourriture, et qui en plus ne permet pas de parvenir aux personnes les plus nécessiteuses", déclare l'ONG. Seule une ouverture massive de l'aide humanitaire par voie terrestre permettrait une action efficace et sûre, en laissant les humanitaires travailler auprès des populations les plus vulnérables. Au-delà de l'inefficacité, ces largages aériens seraient "extrêmement dangereux". Face à l'ampleur de la crise, la pression diplomatique s'intensifie. Dans un communiqué commun publié vendredi, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne affirment que "le moment est venu de mettre un terme à cette guerre dans la bande de Gaza". Les trois pays appellent à un cessez-le-feu immédiat et exhortent Israël à lever les restrictions qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire.

Bayrou et Macron prennent prétexte de la présence de la dette pour servir encore plus le capital."



Une sélection d'un article par Jean Louis Cailloux

Il est évident que le Premier ministre ne prévoit pas d'aller chercher de l'argent du côté des employeurs ni du capital. Ils maintiennent une fiscalité douce avec les riches et prennent les mesures les plus terribles pour le pays et ses habitants. Leur objectif est de désengager au maximum les financements publics de tout ce qui relève du service public ou de la sphère sociale pour les orienter vers la rentabilité du capital dans la compétition internationale.

Mise à sac des revenus des salariés et des retraités, protection sociale attaquée avec 5 milliards d'euros de coupes, réduction de la fonction publique d'État avec le non-remplacement d'un départ à la retraite sur trois, mise à sec des collectivités municipales, départementales et régionales, la santé avec des hôpitaux qui ne pourront plus fonctionner du fait des nouvelles économies imposées...

Toutes les mesures annoncées par Bayrou et Macron sont synonymes de récession pour la France en 2026. Pour 2025, la croissance va péniblement atteindre entre 0,3 % et 0,6 % du PIB. Avec ces mesures-là, nous serons en négatif l'année prochaine. Car pas de hausse des salaires ni des retraites équivaut à une chute de la consommation et de la production. Les communistes préconisent au contraire de relancer le pays en développant puissamment les services publics et une nouvelle industrie décarbonée. À ceux qui disent « il faut réduire les dépenses », nous répondons le contraire.

Notons que François Bayrou et Macron prennent le chemin totalement opposé de celui choisi par le nouveau chancelier allemand qui injecte 843 milliards d'euros de dépenses publiques supplémentaires. Cette somme devant servir à développer les services publics allemands, en renationalisant même des

activités qu'ils avaient privatisées, et à relancer leur industrie. Pour cela, le gouvernement allemand fait passer la fameuse règle d'or budgétaire de 0,5 % de déficit public autorisé à 4,3 %. Ils font le choix de creuser leurs déficits parce qu'ils voient bien qu'ils sont en récession depuis deux ans. Sans relance, il n'y a aucune sortie positive.

Le PCF n'est pas pour engraisser les marchés



financiers. L'argent est à chercher auprès des banques et de la BCE. Le pôle public bancaire créé autour de la Caisse des dépôts, de la Banque postale et de BPI France prête déjà chaque année 1 000 milliards d'euros. Mais pourquoi n'en voyons-nous pas la couleur dans le développement du pays ?

Le PCF veut un pôle public financier, financé à taux zéro par la BCE, et la constitution d'un fonds européen qui lui aussi finance les services publics à taux zéro. Et en ce qui concerne le développement des entreprises, prenons une part des 211 milliards d'euros des aides publiques qui leur sont versées. Avec cet argent, incitons-les à contracter des prêts à taux zéro auprès des banques pour développer les emplois, augmenter les salaires, relancer la formation, la recherche, les technologies et les activités décarbonées.

Nous ne nous en sortirons qu'en réorientant l'économie vers l'humain et l'écologie, sous contrôle public et sous contrôle des salariés dans les entreprises.

77% des Franciliens favorables à un référendum sur la privatisation des transports franciliens.

Valérie Pécresse Présidente d'Ile-de-France Mobilités – agit sans mandat démocratique sur ce sujet.

Une enquête - réalisée par l'Ifop pour la CGT RATP - sur la privatisation des transports publics confirme la défiance et l'opposition à la privatisation des transports. 63% des Francilien·nes interrogé·es estiment que la privatisation n'améliorera pas la qualité de service. 54% pensent même que la privatisation va augmenter les tarifs des transports. 77% sont favorables à l'organisation d'un référendum pour ou contre la privatisation des transports franciliens. 68% des Francilien·nes soutiennent une suspension de la privatisation dans l'attente de ce référendum.

Nous demandons donc à Valérie Pécresse et au Gouvernement de réunir les conditions pour la suspension immédiate de la privatisation des transports et d'organiser un référendum régional sur le sujet.

Fête de l'humanité 2025 tournée sur la paix Rendez-vous les 12, 13 et 14 septembre 2025 au Plessis-Pâté. Essonne Le programme avec le code barre

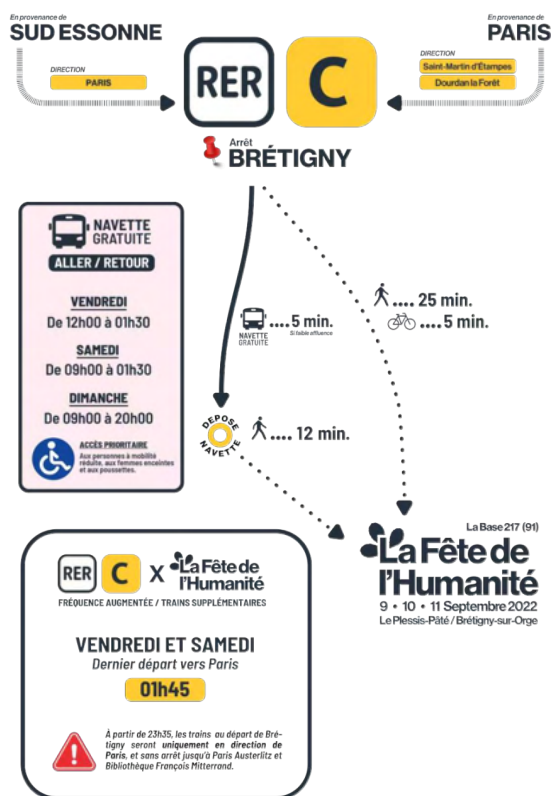


Comment se rendre à la Fête de l'Huma 2025?

Pour vous rendre sur le site depuis le centre de Paris, le chemin est simple :

- Prendre le RER C, direction "Dourdan-la-Forêt"
- Descendre à la station "Brétigny-sur-Orge"
- Prendre le bus Optile 105b, à la station "Gare Place"
- Descendre à la troisième station "BA 2017"

Les vendredi, samedi, dimanche, navette gratuite à partir de la gare de Brétigny : voir ci-contre



Une Fête de l'Humanité pour la paix, la solidarité internationale avec des débats et la rencontre des militants communistes qui portent des idées radicales pour des changements de société.

Dans le contexte actuel en France et dans ce moment privilégié de solidarité et de fraternité, la fête sera un lieu d'organisation des combats et des luttes à mener pour changer la situation.

Une fête qui réunit des centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes, et un public qui vient principalement pour ce qu'elle est : un mélange politique et festif, de culture, loin du racisme et des fausses solutions, c'est en soi un événement.

Rendez-vous les 12, 13 et 14 septembre



La diffusion du bon de soutien donnant droit à l'entrée sur trois jours est en cours auprès des militants de Suresnes & Saint Cloud sur les marchés de Suresnes. et par téléphone au 06 30 13 57 60 et au 06 44 74 40 87

Le Stand de Suresnes Saint Cloud qui tient un bar à Morijo réalisé avec du rhum de Cuba de qualité supérieure est situé près du carrefour de la rue Julien Lauprête et de la rue Marwan Barghouti

EHPAD LA CHESNAYE à SURESNES

La responsabilité du maire est engagée.

Le cri d'alarme de Malika Belarbi.



Devant l'humiliation, l'autoritarisme, les maltraitements flagrantes manifestement tolérées. Nous ne lâcherons rien ! Nous irons jusqu'au bout !

Malgré des faits et constats avérés et palpables (maltraitance, déni des droits

humain et syndical, humiliation quotidienne, agressivité insupportable, harcèlement...), l'autorité administrative de la résidence La Chesnaye demeure imperturbable et ne recule devant rien, conduisant ainsi à petit feu l'établissement vers une crise majeure voire inédite.

Malgré la désignation d'un médiateur qui a pourtant entendu plus de 64 agents se plaindre et qui a été informé des nombreuses démissions et départs, des réelles difficultés et pour cause d'injustices, de dégradation insupportable parfois relevant d'une gravité extrême, la situation s'est empirée et devient très inquiétante.

C'est du jamais vu !!!

La discrimination, l'intimidation, des menaces incessantes et de tout genre sont devenus les méthodes de gestion dans un environnement qui pourtant aspire à l'apaisement pour un meilleur accompagnement des résidents de l'établissement. Il faut le vivre pour le croire !

OUI ! Nous nous défendons jusqu'au bout et sans relâche. Nous dénonçons :

Les amères illusions dans lesquelles cette direction apparaît déterminée à nous entraîner quoi qu'elles en coûtent,

La dégradation inédite du climat social de l'Établissement,

La dégradation de la prise en charge des résidents malgré des simagrées manifestes,

L'isolement d'agents, plongés dans une détresse et une souffrance indescriptible sans commune mesure et dont les conséquences atteignent leurs santés.

NOUS RÉCLAMONS LA JUSTICE POUR TOUS !!!

Nous réclamons la fin de la souffrance décidée par une direction pour des dizaines d'agents (carrières brisées, licenciements et suspensions abusifs), dont le seul tort serait manifestement

d'avoir osé dénoncer le management toxique imposé. Nous demandons que l'établissement retrouve, enfin, un climat social sain et apaisé.

Le jeudi 24 juillet 2025, nous sommes venus devant la Préfecture pour faire entendre inlassablement aux autorités nos colères et souffrances.

Ça suffit maintenant. Nous en pouvons plus. Faut-il qu'il y ait un décès avant la prise en compte notre souffrance

Le stand de Suresnes Saint Cloud accueillera un débat sur la situation de l'Ehpad de la chesnaye le samedi après midi 13 septembre à 15 h 30



Avec le PCF je passe à l'action !



J'adhère au Parti Communiste Français



Je souhaite recevoir l'Éveil numérique



Je souhaite recevoir les informations
générales du PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

Courriel : Tél. :

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour
accéder au
blog de la
section du
PCF
utiliser ce
QR CODE